

INTRODUCTION AUX ATELIERS DU 21 ET DU 22 SEPTEMBRE SUR LE THÈME 1 : PRIORITÉ DES ZONES ARIDES ET AGENDAS POLITIQUES

1 – Rappel

Finalité du forum

Le sens global du forum Désertif-Actions est de permettre la rencontre des organisations de la société civile travaillant dans les zones arides dans le cadre de la Convention de Lutte contre la Désertification et d'autres accords multilatéraux pour communiquer sur l'importance du travail dans les zones arides à une large audience d'ONGs, de collectivités locales, d'institutions internationales et au secteur privé.

Contexte

Le rôle des zones arides dans l'écosystème global est incontestable : elles occupent 30% de la surface du globe, elles sont réparties sur tous les continents et la biodiversité des espèces qui les composent est endémique. Cette caractéristique unique doit être mise en rapport avec un second constat tout aussi éloquent : un milliard d'hommes et de femmes vivent dans ces régions et sont parmi les plus pauvres de la planète. L'évolution négative des zones arides en termes de désertification est avérée comme un problème clé, pour tous un enjeu du présent et du futur.

Malgré de forts engagements, de nombreux acteurs de terrain agissent souvent avec de faibles moyens et ont de grandes difficultés à se faire entendre ; ils ont de plus en plus de mal à endiguer l'accroissement des problèmes liés à la dégradation du milieu, en premier lieu celle des terres, et leurs conséquences alarmantes sur la vie et le revenu des populations rurales.

Les politiques publiques nationales et les cadres de référence internationaux, dont la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification, sont en échec pour réunir la masse critique de volontés et de moyens indispensables à une dynamique collective d'action. L'absence de consensus sur une stratégie d'intervention cohérente, ainsi que sur la définition d'objectifs prioritaires limitent fortement la portée effective des efforts engagés sur le terrain.

Le monde scientifique a réalisé de nombreux travaux sectoriels sur le sujet, mais souvent mal connus et très peu valorisés par les acteurs de la lutte contre la désertification à tous les niveaux de l'action. Par ailleurs il n'a pas réussi à ce jour ni à produire une connaissance globale du sujet ni à constituer un argumentaire solide de nature à peser – à l'instar des travaux sur le changement climatique - sur les décisions politiques

Trois constats significatifs du débat international posent question :

- la disparition progressive de la lutte contre la dégradation des terres et du développement des zones arides dans l'agenda politique des donateurs malgré quelques rappels incantatoires dans les déclarations internationales

- un accroissement de l'intérêt des institutions multilatérales telles que la Banque Mondiale pour les zones arides centré majoritairement sur les aspects économiques
- la persistance d'une faible implication de la société civile, aussi bien dans les pays du sud que dans les pays du nord, pour mettre en commun ses atouts pour l'action et peser sur les choix et orientations des politiques,

2 – La démarche du forum

Ces évolutions conjuguées risquent à court terme de mener au désengagement de la communauté internationale ou à des options de développement non durable aussi bien pour ces territoires que pour leurs populations. C'est pourquoi nous pensons que les organisations de la société civile doivent s'investir en tant que parties prenantes, déterminer les actions possibles, identifier des options alternatives de développement durable et avoir une discussion stratégique sur les arguments et moyens pour peser de toutes leurs forces dans la fixation des priorités des décideurs.

Une telle démarche s'appuie obligatoirement sur la construction d'arguments recevables à faire valoir dans la compétition entre vraies et fausses urgences mondiales. C'est pour établir le diagnostic, réunir les éléments du plaidoyer et définir ensemble les étapes et les objectifs stratégiques à atteindre que **Desertif'Actions** propose de mettre ces questions en débat . Un forum électronique lancé en juin 2006 et 90 contributions fournies par les participants ont porté sur un ensemble de questions ouvertes mentionnées ci-après :

- Quelles sont d'après vous les caractères majeurs de l'implication des ONG, scientifiques, autorités locales (décentralisées) et le secteur privé (entreprises) dans votre pays et comment travaillent-ils ensemble sur la lutte contre la dégradation des terres et le développement durable des zones arides ? Êtes vous d'accord sur leur rôles, ou au contraire proposeriez-vous des rôles différents pour eux ?
- Quel soutien recevez-vous ou auriez-vous besoin de votre gouvernement pour mieux jouer votre propre rôle ?
- Comment votre gouvernement pourrait mieux s'impliquer pour stimuler le développement durable des zones arides ?
- Quelles seraient les voies pour que les questions des zones arides soient plus prioritaires dans l'agenda de votre gouvernement si nécessaire ? Par exemple quels seraient les liens à faire avec d'autres sujets qui sont plus prioritaires dans l'agenda de votre gouvernement et le sujet des zones arides ?
- Sur quel type de politiques ou cadre de référence - PAN, CSRP, PDD, ... - vous basez-vous pour votre propre travail ? Quels instruments seraient pertinents selon vous pour les OSC qui voudraient aller vers plus de résultats politiques, avoir plus d'attention et obtenir plus de moyens pour les zones arides ?
- La Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification est-elle un tel instrument ? si c'est le cas pourrait-elle être mieux utilisée et comment ? quels rôles de les ONG, le scientifiques, les autorités locales et le secteur privé devraient-ils jouer ou ne pas jouer dans les processus nationaux et internationaux de la CCD ? Comment s'y prendre ?
- Quelles sont vos propositions et arguments pour la Déclaration de Montpellier sur ce sujet ?

3 – Les résultats attendus des deux ateliers sur ce thème

Les deux ateliers d'une demi-journée sur le thème 1 les 21 et 22 septembre ont pour objectif d'aller plus loin dans le débat avec la volonté affichée de rendre plus prioritaire la question des zones arides dans les agendas politiques nationaux et internationaux. Les résultats attendus sont de deux ordres :

- l'établissement d'un argumentaire en faveur de l'investissement dans la lutte contre la désertification,

- la définition d'au moins quatre recommandations en direction des décideurs, des donateurs, et des institutions internationales sur la manière dont ils devraient soutenir et renforcer les activités de la société civile pour réduire la pauvreté dans les zones arides.

4 – Éléments de synthèse du forum électronique sur Internet et des contributions préalables des participants

Forum électronique : l'évaluation s'appuie sur les 35 messages disponibles au 31 août sur le eforum, 66% en français, 29% en anglais et 5% en espagnol,

Contributions : 9 contributions émanant d'ONGs issues d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine : 67% de ces contributions sont en anglais.

Globalement, on peut souligner que les deux types de participations sont complémentaires et que leurs idées se recoupent. Les contributions sur le eforum sont d'un ton plus libre/spontané et souvent moins formel que les contributions écrites, mais elles sont aussi moins étayées.

Les idées consensuelles

Tout d'abord, la notion de désertification est loin d'être clarifiée et les zones arides souffrent d'une image globalement négative, ce qui contribue à un manque d'intérêt général pour le sujet : d'une part, la majorité des opinions exprimées indique une confusion entre désertification et avancée des déserts ; d'autre part, il est rappelé que les médias insistent généralement sur les conflits armés, les maladies ou les questions de migration sud-nord lorsqu'ils parlent des zones arides, contribuant à diffuser une vision misérabiliste et sans espoir et laissant implicitement aux seules organisations humanitaires la légitimité d'actions de soulagement ; enfin la Convention sur la Lutte contre la Désertification demeure à ce jour méconnue du grand public, y compris les nombreuses ONGs intervenant dans les régions arides.

La communication sur les enjeux socio-économiques de la désertification est estimée insuffisante : on ignore par exemple ce que coûte la désertification au développement des pays. Or, de telles informations et leur large diffusion sont perçues comme nécessaires pour convaincre les politiques et l'ensemble de la société civile de l'importance de la lutte contre la désertification dans les politiques de développement.

Pour persuader les pouvoirs publics et la société civile dans son ensemble de la nécessité d'agir pour le développement des zones arides, les participants proposent d'insister sur des conséquences sociétales très négatives de la désertification à l'échelle mondiale : ils relient la déstabilisation des sociétés rurales dans les zones arides, l'extension des conflits, l'accroissement des migrations sud-nord, voire l'émergence d'autres formes de comportements désespérés. Ces types d'arguments entrent cependant en contradiction avec la volonté de véhiculer une image positive des zones arides qui mènerait à des investissements dans ces régions .

D'autres arguments plus positifs pour rendre prioritaire la désertification dans l'agenda des politiques sont déclinés et sont parfois contradictoires : il s'agit à la fois :

- de relier la désertification aux problèmes d'environnement global tels la perte de la biodiversité et le changement climatique,
- ou de relier la lutte contre la désertification aux objectifs du millénaire,
- ou encore de confiner la question de la désertification à celle de la dégradation des terres.

Ces idées questionnent aussi sur le devenir de la Convention.

Plusieurs participants soulignent en effet le manque d'objectifs de référence et de délais précis dans le texte et dans les décisions de la Convention, ainsi que l'absence de processus indépendant d'évaluation de ses travaux. Ils estiment qu'il s'agit là de facteurs qui découragent l'engagement des pays dans la lutte contre la désertification.

Les contributions sont aussi critiques vis-à-vis des gouvernements et des scientifiques impliqués dans la LCD, mentionnant tour à tour l'incompétence, le manque de moyens, de volonté, voire la corruption des pouvoirs publics ainsi que l'inaccessibilité des connaissances et des produits scientifiques. Au delà d'affirmations parfois lapidaires transparaissent clairement des problèmes de formation, de communication, de coordination et de clarification des rôles entre les principaux acteurs de la LCD.

Les participants reprochent ainsi dans le détail : le manque de formation suffisante de nombreux délégués nationaux à la Convention, ce qui rend difficiles les échanges constructifs ; l'insuffisante solidarité des organisations de la société civile entre elles, ce qui les empêche de peser dans les décisions politiques ; l'absence de structures de transmission entre les scientifiques et les usagers des terres arides, ce qui limite l'efficacité et la répliquabilité des actions de LCD.

Enfin, les participants insistent sur la nature du rôle des organisations de la société civile :

- veiller à ce que les gouvernements remplissent les engagements exprimés dans les PAN
- avoir un pouvoir de décision dans le choix des projets d'investissement concernant les zones arides.

Ces organisations se voient ainsi comme des structures de lobbying aux niveaux international et national plus que comme des acteurs de terrain. Elles demandent à la Convention de Lutte contre la Désertification de leur reconnaître explicitement ce rôle.

Les facteurs de désaccord

Ils peuvent se résumer à trois éléments principaux, dont nous forçons sciemment les traits en référence au propos de l'atelier :

(i) faut-il insister sur les aspects négatifs des zones arides propres à effrayer l'opinion publique et les politiques dans l'espoir de les réveiller, tels les aspects socio-environnementaux de déséquilibre climatique, de conflits, de migration, voire de misère et de maladies et leur potentiel de contagion planétaire ?

ou faut-il au contraire valoriser les qualités des zones arides et de leurs habitants, et leur potentiel en terme d'externalités positives pour le reste de la planète afin d'inciter l'opinion et les pouvoirs publics à s'y intéresser et à trouver matière à un investissement à la fois éthique et rentable ?

(ii) faut-il privilégier les aspects de développement et de lutte contre la pauvreté dans la définition de la lutte contre la désertification et la rapprocher ainsi des Objectifs du Millénaire ?

ou faut-il réduire la lutte contre la désertification à la lutte contre la dégradation des terres dans l'espoir d'une mobilisation plus globale mais avec le risque d'oublier un peu plus le tragique de la situation des populations des régions arides ?

(iii) comment les organisations de la société civile envisagent-elles la partition de leur rôle entre la volonté de peser dans les décisions notamment internationales, et l'investissement que cela représente en terme de suivi des politiques, de lobbying voire de capacité collective de négociation ?

et leurs actions plus traditionnelles sur le terrain qui leur permettent de rester en contact avec les usagers des terres arides et d'apparaître comme les représentants légitimes de leurs demandes ?

Les points saillants pour la déclaration de Montpellier

- La reconnaissance que la désertification oblitère le développement rural des pays touchés par l'ampleur de son coût économique et social
- L'affirmation des aspects mondiaux/globaux de la désertification
- L'importance

- de définir des priorités à la LCD
 - de préciser un agenda d'actions et de résultats lors des rencontres internationales de l'UNCCD ainsi que les engagements contractuels des Parties y compris sur le plan financier
- La reconnaissance du rôle légitime de la société civile dans la prise de décision nationale et internationale sur les politiques s'adressant aux zones arides

Des oublis

Malgré la richesse de ces contributions, des éléments substantiels n'ont pas été développés. La question de l'avenir du pastoralisme n'a pas été mentionnée alors que les régions arides sont constituées à plus de 80% par des pâturages saisonniers accueillant principalement des sociétés de pasteurs. La transhumance est désormais reconnue comme une technique écologiquement adaptée de conduite du cheptel et les zones arides sont les principaux fournisseurs de bétail des régions voisines. Pourquoi le pastoralisme continue-t-il d'être ignoré ? pourquoi les sociétés nomades, à l'heure actuelle considérées comme en voie de disparition, demeurent-elles dans les faits des sociétés sans droits ?

Aucune success story montrant la vitalité, l'inventivité et la combativité des populations des zones arides face à la désertification n'a été relatée. Or, d'une part des techniques simples et traditionnelles de LCD ont prouvé leur efficacité, accroissant les rendements agricoles et limitant les migrations ; d'autre part de nouvelles formes villageoises d'exploitation du milieu comme la gestion de plantations forestières à des fins d'approvisionnement des villes en bois de feu limitent désormais la déforestation ; enfin la volonté de s'investir dans des activités d'entrepreneuriat à petite échelle fait partie intégrante des mentalités des populations des zones arides. Pourquoi omettre ainsi les capacités et le potentiel humains des zones arides ?

La question du genre, ou le rôle des femmes dans la lutte contre la désertification est restée ignorée alors que de plus en plus de femmes se retrouvent chef de famille dans les zones arides. Les problèmes liés à la rareté de l'eau dans ces zones ne sont pas apparus alors cette ressource est un fondamental et de la désertification et de la lutte contre la désertification. La problématique foncière souvent prioritaire dans les problèmes de gestion de l'environnement, mais également très politique, n'a pas été abordée.

Enfin, ont été le plus souvent oubliés les liens entre la désertification, la perte en biodiversité et le changement climatique et le thème plus institutionnel des synergies entre les trois AME.

5 - Obstacles empêchant la LCD d'être prioritaire dans les agendas politiques

Plusieurs types d'obstacles expliquent le manque d'importance accordé par les politiques et le grand public à la désertification :

a) le problème de compréhension et d'entente sur ce qu'est la désertification et qui se décline à plusieurs niveaux :

- beaucoup de personnes pensent que la désertification ne sévit qu'en bordure des déserts et se présente comme une expansion du désert. C'est souvent la compréhension très limitée du grand public, mais aussi de certains acteurs plus impliqués.
- au sein des milieux du développement et de la coopération, l'écart entre la définition donnée à la désertification et la diversité des politiques regroupées sous le thème de la lutte contre la désertification alimentent un flou qui limite ou disperse l'action, son impact, voire sa légitimité.
- enfin, la disparité des situations économiques, politiques et sociales selon les continents et les pays soumis à la désertification rend de fait difficile l'établissement de priorités globales. On manque donc de regards à la fois transversaux et synthétiques pour niveler et intégrer les diverses formes de LCD.

b) le problème de la définition de l'échelle d'appréhension du phénomène. La dimension planétaire de la désertification n'est pas assez affirmée car l'analyse de ses impacts sociaux et environnementaux est peu étayée : les liens entre désertification, conflits et migrations demeurent mal connus et on ne sait pas mesurer l'impact environnemental global de la désertification. Les arguments pour convaincre font défaut.

c) le manque de coordination et de responsabilisation entre les acteurs de la LCD, y compris ceux de la société civile pour peser sur les décisions politiques.

d) le peu d'intérêt général suscité par les zones arides. D'une part l'insuffisante valorisation de leurs ressources et opportunités peut expliquer un manque de connaissance et de mobilisation du grand public. La mauvaise traduction des enjeux de ces zones par les médias renforce encore ce fait. La prise en compte par le politique s'en trouve amoindrie.

6 - Aspects divers mentionnés comme défis

Les participants s'entendent sur la nécessité d'accorder à la désertification et aux zones arides la place qui leur revient dans les agendas politiques. Mais certains facteurs peuvent limiter la portée de leurs discours :

- l'établissement de priorités consensuelles en terme d'actions à mener est aussi un défi, à la fois parce que la désertification dépend des contextes locaux, mais aussi parce que les acteurs impliqués ont des domaines d'action privilégiés et distincts. A ce titre, il pourrait être utile de recenser la diversité des situations évoquées en lien avec les actions considérées comme prioritaires, au cours de l'atelier.
- la coordination et la synergie entre les acteurs impliqués dans la lutte contre la désertification sont dans les faits difficiles à réaliser pour de nombreuses raisons qui pourraient être diagnostiquées et listées lors du déroulement de l'atelier : problème de connaissance mutuelle, de langage et de formation, de temporalité, d'intérêts immédiats parfois divergents, de concurrence etc.

7 - Points de discussion pour l'atelier

- clarifier ce qu'on entend par désertification et lutte contre la désertification, en soulignant que le phénomène est différent selon les contextes et les facteurs locaux.
- mettre en commun les connaissances sur les aspects mondiaux de la désertification, à partir notamment des questions de migrations, de conflits et leurs impacts, mais aussi en lien avec les aspects d'environnement, éventuellement la question des ressources en eau et les autres accords multilatéraux sur l'environnement.
- voir dans quelle mesure et sur quelles bases utiliser l'argument économique des coûts de la désertification et du bon retour sur investissement des opérations de LCD au travers des success stories pour convaincre les bailleurs de fonds de la priorité de la désertification dans leur agenda
- poser les fondamentaux d'une coordination possible entre les différents acteurs impliqués, pour peser sur les décisions politiques, du local au global.
- réfléchir à comment rendre les réunions de la CCD plus efficaces et opérationnelles pour les organisations de la société civile.

Synthèse réalisée par Lauren Naville (DCG), Mélanie Requier Desjardins (CFSD) Patrice Burger (CARI)

Information et secrétariat de coordination

www.desertif-actions.org - info@desertif-actions.org

Adresse : Désertif'Actions - CARI – Rue du Courreau - F34380 – Viols le Fort - France

Tél. : + 33 4 67 55 61 18 - Fax : + 33 4 67 55 74 37